

RCS : ANGERS Code greffe : 4901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2005 D 40190 Numéro SIREN : 484 555 636 Nom ou dénomination : 2PLF
--

Ce dépôt a été enregistré le 06/06/2024 sous le numéro de dépôt 6150

SCI 2PLF

Société civile immobilière
Au capital de 60.000,00 euros
Siège social : 1 Bis rue du Temple Chavaignes
49490 NOYANT-VILLAGES
RCS ANGERS n°484 555 636

PROCÈS-VERBAL D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS

Le dix-sept Juillet

A NOYANT-VILLAGES (49490) 1 bis rue du Temple Chavaignes

Les associés de la société **2PLF**, société civile immobilière au capital de 60.000,00 €, identifiée au SIREN sous le numéro 484 555 636, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ANGERS (ci-après « *La Société* »), se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social de la société situé au 1 bis rue du Temple Chavaignes NOYANT-VILLAGES (49490), sur un commun accord.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Patrice FOLIARD, en sa qualité de gérant de la société 2PLF.

Le Président constate que sont présents :

- Monsieur Patrice FOLIARD titulaire de 3000 parts ;
- Monsieur Pascal LELEU titulaire de 3000 parts.

Soit la totalité des associés représentant la totalité des parts sociales de la Société composant le capital social.

Le quorum est par suite atteint.

Les associés peuvent en conséquence valablement exprimer leur vote.

Lecture est donnée de l'ordre du jour inclus en ces termes :

- Signature d'un acte de cession de parts sociales de la totalité des parts de Monsieur Pascal LELEU au profit de Monsieur Patrice FOLIARD, dont le projet a été communiqué aux associés préalablement à ce jour.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Président.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

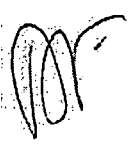
Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RÉSOLUTION

Décision de céder les parts sociales

Les associés de la société, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du projet d'acte de cessions de parts par Monsieur LELEU au profit de Monsieur FOLIARD, déclare agréer ladite cession des parts sociales de la Société 2PLF.

Par suite la cession de parts par Monsieur Pascal LELEU portant sur 3000 parts sociales, numérotées 3001 à 6000 inclus, au profit de Monsieur Patrice FOLIARD, moyennant un prix de TRENTE MILLE EUROS (30.000,00 euros) qui sera payable comptant le jour de la constatation par acte sous seing-privé de la cession de parts sociales.



Par conséquent, Monsieur Patrice FOLIARD détiendra 6000 parts sociales, portant les numéros 1 à 6000 inclus, et deviendra ainsi associé unique de la Société et conservera ses fonctions de gérant de la société.

Par suite de cette cession, les statuts seront modifiés comme suit.

Les associés prennent acte de cette décision et procèdent au vote à l'effet d'agréer ladite cession.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RÉSOLUTION

Modifications statutaires

Par suite de la cession de parts sociales à intervenir, les statuts de la société sont modifiés comme suite.:

1/ Les associés décident de modifier la rédaction de l'actuel article 6 des statuts et de le rédiger comme suit :

« ARTICLE 6 – APPORT

1/ Rédaction initiale aux termes d'un acte sous seing-privé de constitution de société civile en date à BAUGÉ du 19 septembre 2005 :

Monsieur Pascal LELEU

Aporte à la société une somme en espèce de trente mille euros

Ci.....30.000 Euros

Monsieur Patrice FOLIARD

Aporte à la société une somme en espèce de trente mille euros

Ci.....30.000 Euros

SOIT ENSEMBLE LA SOMME DE.....60.000 Euros

Cette somme sera versée dans la caisse sociale par les associés qui s'y obligent, au fur et à mesure des besoins de la société et sur demande qu'en fera le gérant. Les fonds seront alors versés dans les quinze jours de la réception de la lettre recommandée, à défaut de quoi les sommes seront productives d'intérêts au taux légal à compter de la date fixée pour le règlement, sans préjudice du droit pour la société d'en poursuivre le recouvrement à l'encontre de l'associé défaillant.

2/ Rédaction suite à l'acte sous seing-privé de cession de parts sociales en date à PARIS du 17 juillet 2023, aux termes duquel Monsieur Pascal LELEU a cédé l'ensemble de ses parts, soit 3.000 parts sociales numérotées de 1 à 3.000, à Monsieur Patrice FOLIARD, les parts sociales étant ainsi attribuées de la manière suivante :

Monsieur Patrice FOLIARD

Aporte à la société une somme en espèce de soixante mille euros

Ci.....60.000 Euros

SOIT ENSEMBLE LA SOMME DE.....60.000 Euros

Cette somme sera versée dans la caisse sociale par les associés qui s'y obligent, au fur et à mesure des besoins de la société et sur demande qu'en fera le gérant. Les fonds seront alors versés dans les quinze jours de la réception de la lettre recommandée, à défaut de quoi les sommes seront productives d'intérêts au taux légal à compter de la date fixée pour le règlement, sans préjudice du droit pour la société d'en poursuivre le recouvrement à l'encontre de l'associé défaillant. »

2/ Les associés décident de modifier la rédaction de l'article 7 des statuts comme suit :

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

1/ Rédaction initiale aux termes d'un acte sous seing-privé de constitution de société civile en date à BAUGÉ du 19 septembre 2005 :

- Monsieur Pascal LELEU à concurrence de trois mille parts sociales

Ci.....

3.000

Numérotées de 1 à 3.000.

- Monsieur Patrice FOLIARD à concurrence de trois mille parts sociales

Ci.....

3.000

Numérotées de 3.001 à 6.000.

Soit au total six mille (6.000) parts, total égal au nombre de parts composant le capital social.

2/ Rédaction suite à l'acte sous seing-privé de cession de parts sociales en date à PARIS du 17 juillet 2023, aux termes duquel Monsieur Pascal LELEU a cédé l'ensemble de ses parts, soit 3.000 parts sociales numérotées de 1 à 3.000, à Monsieur Patrice FOLIARD, les parts sociales étant ainsi attribuées de la manière suivante :

- Monsieur Patrice FOLIARD à concurrence de six mille parts sociales

Ci.....

6.000

Numérotées de 1 à 6.000

Soit au total six mille (6.000) parts, total égal au nombre de parts composant le capital social ».

Cette résolution est mise au vote.

Plus personne ne demandant la parole.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Pouvoirs en vue des actes à régulariser

L'Assemblée générale donne tout pouvoir à Monsieur Patrice FOLIARD en sa qualité de gérant en vertu des statuts constitutifs sous seing-privé signés en date du 19 septembre 2005 à BAUGE, à l'effet de signer toutes pièces et tous actes nécessaires à l'accomplissement de la signature de l'acte de cession de parts sociales, et d'une manière générale d'effectuer tout ce qui sera utile et nécessaire à la conclusion du contrat.

L'Assemblée générale donne tout pouvoir à tout collaborateur de Maître Anne FAUCHEUX, Notaire à ROUEN au sein de la SAS NOTAIRES 34 JL, afin de procéder aux formalités relatives à la modification des statuts suite à la nouvelle répartition du capital social aux termes d'un acte sous seing-privé de cession de parts sociales, auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de ANGERS ainsi que la modification du registre des bénéficiaires effectifs.

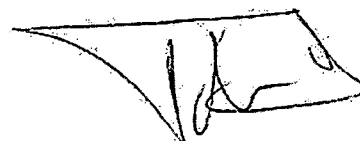
À la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué en vertu du présent mandat et des déclarations du constituant par le seul fait de l'accomplissement de l'opération, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président de séance, les associés.

Le gérant



**Cession de parts sociales de la
SCI 2PLF
Au capital de 60 000 euros
Siège social : 1bis rue du Temple Chavaignes,
49490 NOYANT-VILLAGES
RCS d'ANGERS 484 555 636**

Entre les soussignés :

Monsieur Pascal LELEU, 36 Rue Chaudot 89300 JOIGNY, né le 8 novembre 1960 à Versailles agissant en sa qualité d'associé de la SCI 2PLF, propriétaire de trois milles parts sociales d'un montant de dix euros chacune,

Ci-après dénommé le(s) cédant(s),

D'une part,

Et

Monsieur Patrice FOLIARD, 72 Route de Neufchâtel 76000 ROUEN, né le 15 aout 1958 à Pontivy, Pacsé à Madame Carole VOIMENT née le 7 février 1966 à Fécamp.

Ci-après dénommé le(s) cessionnaire(s),

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Cession des parts

Le cédant cède et transfert, sous les garanties ordinaires et de droit, au cessionnaire, qui accepte, les trois milles parts sociales la SCI 2PLF qui lui appartiennent.

Article 2 : Prix

La présente cession est consentie et acceptée par les parties. Elle est réalisée moyennant le prix : de dix euros la part soit un montant total de trente mille euros. Le cessionnaire émet ce jour un virement de trente mille euros sur le compte FR76 4061 8802 9900 0403 5274 260 du cédant.

Article 3 : Propriété

Le cessionnaire devient propriétaire, à compter de ce jour, des parts sociales ci-dessus mentionnées avec tous les droits et obligations qui y sont attachés.

Le cédant le subroge dans tous ses droits et actions attachés aux parts cédées, notamment quant à la distribution des éventuels bénéfices réalisés lors de l'exercice en cours et des suivants.

Le cessionnaire reconnaît et accepte avoir reçu du cédant une copie des statuts de la société, copie dont il a pris connaissance.

Article 4 : Déclaration pour l'enregistrement

PL MF

Pour la perception des droits d'enregistrement, le cédant déclare que les parts cédées lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire et qu'elles n'assurent pas la jouissance de droits immobiliers. Le cédant précise, en outre, que la présente cession n'entraîne pas la dissolution de la société.

Article 5 : Formalités de publicité

Pour être opposable à la société dont les parts sont cédées, la présente cession devra lui être signifiée, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, deux originaux du présent acte de cession devront être déposés au greffe du Tribunal de commerce d'ANGERS accompagné de deux copies des statuts modifiés certifiés conformes par le gérant et deux copies du procès-verbal d'assemblée ayant délibéré sur cette modification statutaire.

Article 6 : Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels la présente cession donnera lieu, seront supportés par M. Patrice FOLIARD, à l'exception de ceux liés à la modification éventuelle des statuts qui seront à la charge de la société dont les parts sont cédées.

Fait à PARIS.

Le 17 Juillet 2023.

En six exemplaires

Signature du cédant



Signature du cessionnaire



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
ROUEN 1

Le 09/01/2024 Dossier 2024 00000961, référence 7604P01 2024 A 00142

Enregistrement : 1500 € Pénalité : 162 €

Total liquidé : Mille six cent soixante-deux Euros

Montant reçu : Mille six cent soixante-deux Euros

Jean-François WIPLIER
Agent administratif
des Finances Publiques

" 2PLF "

Société Civile Immobilière
Au capital de 60.000,00 euros
Siège social : 1 Bis Rue du Temple Chavaignes 49490 NOYANT-VILLAGES

RCS ANGERS n°484 555 636

STATUTS MIS A JOUR LE 17 Juillet 2023



Notaire

SAS NOTAIRES 34 JL
34 Rue Jean Lecahuet
76000 ROUEN
Et 46 Route de Paris
76240 LE MESNIL-ESNARD

Copie certifiée conforme

" Copie certifiée conforme "
Le Gérant

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

Pascal Leleu, demeurant à JOIGNY (89300) 36 Rue Chaudot, né le 8 novembre 1960 à Versailles, de nationalité française.

Marié sous le régime de la séparation de biens avec Madame Elisabeth DE SAINTE CROIX.

Et Patrice Joseph Marie FOLIARD, demeurant à ROUEN (76000) 72 route de Neufchâtel, né à PONTIVY (56300) le 15 août 1958, de nationalité française.

Ayant conclu avec Madame Carole Nicole Marie JEANNE un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par Maître Sabine GHESQUIERE, notaire à GRAND-COURONNE, le 19 juillet 2021.

Ont établi les statuts d'une société civile devant exister entre les propriétaires des parts sociales créées lors de la constitution et en cours de vie sociale.

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les articles 1832 à 1870-1 du Code civil et par les articles 1 à 59 du décret n°78-704 du 3 juillet 1978, par toutes dispositions légales, ou réglementaires qui modifieraient ces textes et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, et notamment d'un immeuble sis à rue du Temple, 49480 Chavaignes.
- Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société prend la dénomination de **2PLF**.

Cette dénomination qui doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doit être précédée ou suivie des mots « Société Civile » et de l'indication du capital social.

ARTICLE 4 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé, depuis le 14 février 2012, aux termes d'un procès-verbal d'une AGE, à : **1 Bis Rue du Temple, 49490 Chavaignes**.

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 6 — APPORTS — FORMATION DU CAPITAL.

Monsieur Pascal LELEU

Aporte à la société une somme en espèce de trente mille euros

Ci.....30.000 Euros

Monsieur Patrice FOLIARD

Aporte à la société une somme en espèce de trente mille euros

Ci.....30.000 Euros

SOIT ENSEMBLE LA SOMME DE.....60.000 Euros

Cette somme sera versée dans la caisse sociale par les associés qui s'y obligent, au fur et à mesure des besoins de la société et sur demande qu'en fera le gérant. Les fonds seront alors versés dans les quinze jours de la réception de la lettre recommandée, à défaut de quoi les sommes seront productives d'intérêts au taux légal à compter de la date fixée pour le règlement, sans préjudice du droit pour la société d'en poursuivre le recouvrement à l'encontre de l'associé défaillant.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de soixante mille euros divisée en six mille parts sociales de 10 euros chacune, numérotées de un (1) à six mille (6.000), attribuées aux associés en représentation de leurs apports effectifs, savoir :

1/ Rédaction initiale aux termes d'un acte sous seing-privé de constitution de société civile en date à BAUGÉ du 19 septembre 2005 :

- Monsieur Pascal LELEU à concurrence de trois mille parts sociales
Ci.....3.000
Numérotées de 1 à 3.000
- Monsieur Patrice FOLIARD à concurrence de trois mille parts sociales
Ci.....3.000
Numérotées de 3.001 à 6.000

Soit au total six mille (6.000) parts, total égal au nombre de parts composant le capital social.

2/ Rédaction suite à l'acte sous seing-privé de cession de parts sociales en date à PARIS du 17 juillet 2023, aux termes duquel Monsieur Pascal LELEU a cédé l'ensemble de ses parts, soit 3.000 parts sociales numérotées de 1 à 3.000, à Monsieur Patrice FOLIARD, les parts sociales étant ainsi attribuées de la manière suivante :

- Monsieur Patrice FOLIARD à concurrence de six mille parts sociales
Ci.....6.000
Numérotées de 1 à 6.000

Soit au total six mille (6.000) parts, total égal au nombre de parts composant le capital social.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1. Le capital social peut, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, être augmenté par la création de parts sociales nouvelles ou par élévation du nominal des parts sociales anciennes, soit au moyen d'apports en numéraire ou en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles des souscripteurs sur la société, soit par incorporation de réserves ou de bénéfices.

2. De même, le capital peut être réduit, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen du remboursement, du rachat ou de l'annulation des parts sociales existantes ou de leur échange contre de nouvelles parts sociales d'un montant identique ou inférieur, ayant ou non le même nominal.

ARTICLE 9 - REVENDICATION PAR UN CONJOINT COMMUN EN BIENS DE LA QUALITE D'ASSOCIE

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article <<12 (article relatif à la cession de parts sociales)>> pour les cessions à des personnes étrangères à la société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 10 - DEPOT DE FONDS

La société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt. Les conditions de remboursement de ces fonds, la fixation des intérêts, etc. sont arrêtées, dans chaque cas, par accord entre la gérance et les intéressés.

ARTICLE 11 - PARTS SOCIALES

1. Il ne sera créé aucun titre de parts sociales. Les droits de chaque associé résultent uniquement des présents statuts et des actes modifiant le capital social ou constatant des cessions de parts régulièrement consenties. Une copie ou un extrait desdits actes, certifié par la gérance, pourra être délivré à chacun des associés sur sa demande et à ses frais.
2. Chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre de parts sociales existantes.
3. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'une part sociale sont tenus de se faire représenter auprès de la -société par un seul

d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Sauf convention contraire signifiée à la société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire.

4. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 12 - CESSIION DE PARTS SOCIALES

1. La cession des parts sociales est effectuée par acte authentique ou sous seing privé. Toute cession doit, conformément à l'article 1690 du Code civil, être signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique. La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et dépôt au registre du commerce et des sociétés de deux copies de l'acte authentique ou de deux originaux de l'acte sous seing privé de cession.
2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint, des ascendants ou descendants du cédant.
3. Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

A l'effet d'obtenir cette autorisation, l'associé cédant en informe la société et chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les prénoms, nom, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée.

Dans les quinze jours de cette notification, la gérance doit réunir l'assemblée générale extraordinaire des associés, laquelle statuera dans les conditions prévues à l'article <<22 (article concernant l'assemblée générale extraordinaire)>> ci-après, sur l'acceptation ou le refus de la cession proposée. La décision prise n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne pourra jamais donner lieu à une réclamation quelconque contre les associés ou contre la société.

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé vendeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la cession est agréée, elle est régularisée dans le mois de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés dans les conditions sus-indiquées.

Si l'agrément est refusé, les associés disposent alors d'un délai de trois mois pour se porter acquéreurs desdites parts. En cas de demandes excédant le nombre de parts offertes, il est procédé par la gérance à une répartition des parts entre les demandeurs proportionnellement au de parts détenues par ces derniers et dans la limite de leurs demandes. Si aucun associé ne se porte acquéreur dans le délai prévu, la société peut faire

acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité des associés autres que le cédant ou procéder elle-même au rachat desdites parts en vue de leur annulation, la décision de rachat devant également être prise à l'unanimité des associés autres que le cédant. Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la notification à la société du projet de cession, l'agrément est réputé acquis à moins que les associés autres que le cédant ne décident, dans le même délai, de prononcer la dissolution anticipée de la société.

Le cédant peut alors faire échec à la décision de dissolution anticipée de la société en notifiant à cette dernière par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois à compter de cette décision, qu'il renonce à la cession envisagée.

ARTICLE 13 - TRANSMISSION PAR DECES DES PARTS SOCIALES

1. En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants. et les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé étant précisé que sauf en ce qui concerne le conjoint, et les héritiers ayant la qualité d'ascendant ou de descendant de l'associé décédé, tout autre héritier ou légataire des parts sociales du défunt ne pourra devenir associé qu'après agrément des autres associés.
2. Les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.
3. Sauf en ce qui concerne le conjoint, les ascendants ou les descendants de l'associé décédé, qui sont associés de plein droit, l'agrément auquel sont soumis les intéressés doit être donné dans le mois de cette production.

A cet effet dans les huit jours qui suivent cette dernière, la gérance doit adresser à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception leur faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et légataires, l'agrément sollicité et rappelant le nombre de parts sociales dont le défunt était propriétaire.

Chaque associé survivant doit, dans les quinze jours qui suivent l'envoi de cette lettre faire connaître par lettre recommandée avec avis de réception s'il rejette l'agrément sollicité et dans l'affirmative le nombre de parts sociales qu'il se propose de racheter.

La décision est prise aux conditions de majorité et quorum requises pour toute décision extraordinaire des associés, abstraction faite des parts sociales du défunt. Cette décision est notifiée dans le délai de six mois, à compter de la survenance du décès aux héritiers et légataires. A défaut ceux-ci sont réputés agréés.

En cas de pluralité d'offres d'associés survivants, ceux-ci sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux au jour du décès et dans la limite de leur demande.

Si aucun associé ne se porte acquéreur comme dans les cas où les offres d'achat ne portent pas sur la totalité des parts sociales soumises à l'agrément ou si les candidats acquéreurs n'acceptent pas la valeur de rachat fixée pour les parts sociales de l'associé décédé la société est tenue de racheter ces parts en vue de leur annulation.

4. Le prix de rachat des parts sociales de l'associé décédé, par les associés survivants et/ou par la société en vue d'annulation est égal à la valeur réelle des parts sociales au jour du décès, augmentée d'un intérêt calculé au taux de 6 % l'an depuis la date de l'ouverture de l'exercice en cours jusqu'au jour de la signature des actes constatant le rachat.

La valeur réelle des parts est, à défaut d'accord entre les parties déterminée par un expert désigné soit par les parties, soit par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant en la forme du référé et sans recours possible.

Le prix est payable comptant lors de la réalisation des cessions ou de la décision de réduction du capital social, lesquelles doivent intervenir dans le mois de la détermination définitive du prix. Il est stipulé que le ou les acquéreurs auront seuls droit à la totalité des dividendes afférents à l'exercice en cours.

La réalisation des rachats après la détermination définitive du prix de rachat est constatée soit par un seul acte pour tous les associés, soit par autant d'actes qu'il existe d'acquéreurs.

5. A défaut de réalisation du rachat ou de la réduction du capital social dans le délai d'un an à compter de la survenance du décès, les héritiers ou légataires sont réputés agréés en tant qu'associés de la société.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

1. Dans ses rapports avec ses coassociés, chacun des associés n'est tenu des dettes et engagements sociaux que dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.
2. Vis à vis des tiers, les associés sont tenus du passif social sur tous leurs biens à proportion de leurs droits sociaux.

Les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après mise en demeure adressée à ladite société et restée infructueuse.

ARTICLE 15 - DECES - INCAPACITE. - RETRAIT D'UN ASSOCIE

1. La société n'est pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs des associés, gérants ou non, et continue avec les survivants et les héritiers et les représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même, l'absence, l'incapacité civile, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire ou la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses associés ne met pas fin à la société et, à moins que l'assemblée générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continue entre les autres associés, à charge par eux de rembourser à l'associé absent, frappé d'incapacité ou en état de liquidation ou de redressement judiciaire ou de faillite personnelle ou à son représentant légal ou judiciaire, soit par voie de réduction de capital, soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en société, de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des parts qu'il pourrait alors posséder d'après leur valeur au jour de l'ouverture du droit de rachat déterminée dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil.

Le montant du remboursement sera payable dans les trois mois du rapport de l'expert chargé de déterminer cette valeur et productif d'intérêts au taux légal à compter du jour de l'événement ayant donné lieu au droit de rachat.

Les héritiers ainsi que tous les autres représentants des associés absents, décédés ou frappés d'incapacité civile ne peuvent, soit en cours de la société, soit au cours des opérations de liquidation, faire apposer les scellés sur les biens de la société, en demander la licitation, ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux comptes annuels et aux décisions de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article <<21(article concernant l'Assemblée générale ordinaire)>>.

La même interdiction s'applique aux créanciers personnels des associés.

2. Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses coassociés ou par décision de justice pour justes motifs.

L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sociales déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 843-4 du Code civil.

ARTICLE 16 - REUNION DE TOUTES LES PARTS SOCIALES EN UNE SEULE MAIN

1. L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la société.
2. La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution immédiate de la société. Toutefois, à défaut de régularisation de la situation dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la société.

3. La dissolution de la société devenue unipersonnelle entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 17 – GÉRANCE

1. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision ordinaire des associés réunis en assemblée générale et statuant dans les conditions prévues ci-après <<21 (article concernant l'Assemblée générale ordinaire)>>.
2. Est nommé gérant de la société : **Monsieur Patrice FOLIARD** demeurant à ROUEN (76000) 72 route de Neufchâtel.
3. La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, la Gérance ne pourra, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article <<22 (article concernant l'Assemblée générale extraordinaire)>> et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, effectuer l'une des opérations suivantes :

- Acheter, vendre, échanger ou apporter tous immeubles, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ;
 - Acquérir et céder toute mitoyenneté, stipuler et accepter toutes servitudes ;
 - Contracter tous emprunts pour le compte de la société ;
 - Consentir toutes hypothèques et autres garanties sur les actifs sociaux.
4. Les fonctions de gérant sont d'une durée indéterminée. Elles cessent par son décès, son incapacité civile, sa déconfiture, la liquidation ou son redressement judiciaire, sa faillite personnelle, sa révocation ou sa démission.
 5. La démission du gérant n'a pas à être motivée mais il doit en informer les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.
 6. Le gérant est révocable par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

7. En cas de vacance de la gérance, la nomination du ou des nouveaux gérants est décidée par l'assemblée générale des associés convoquée par l'associé le plus diligent dans le mois de ladite vacance.

ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions excédant les pouvoirs de la Gérance sont prises par les associés et résultent au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés.

En outre, les associés peuvent toujours d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité par acte sous seing privé ou notarié.

ARTICLE 19 - ASSEMBLEES GENERALES

1. L'assemblée générale représente l'universalité des associés, les décisions par elle prises obligent tous les associés, même les absents, incapables ou dissidents.
2. Les assemblées générales sont convoquées par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Un ou plusieurs associés représentant au moins 50% du capital social peuvent par lettre recommandée demander à la gérance la convocation d'une assemblée générale.
3. Les convocations à l'assemblée générale sont effectuées par lettre recommandée adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la réunion. La lettre de convocation indique l'ordre du jour, les modifications aux statuts, s'il en est proposé, devant être explicitement mentionnées. La convocation peut être verbale, et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.
4. Chaque associé a le droit d'assister à l'assemblée ou de se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.
5. L'assemblée générale est présidée par le gérant ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.
6. Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux et signés par le gérant et le cas échéant, par le Président de séance. S'il n'est pas établi de feuille de présence, les procès-verbaux sont en outre signés par tous les associés présents et par les mandataires.

ARTICLE 20 - CONSULTATIONS PAR CORRESPONDANCE

Si elle le juge utile, la gérance peut consulter les associés par correspondance.

Dans ce cas, elle doit adresser à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées accompagné s'il y a lieu de tous renseignements et explications utiles.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception de cette lettre pour émettre leur vote par écrit. Cette réponse est adressée au siège social par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus fixé est considéré comme s'étant abstenu.

Le procès verbal de la consultation est établi par la gérance qui y annexe les votes des associés. Les décisions prises par consultation écrite doivent pour être valables réunir les conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales.

ARTICLE 21 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1. L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an à l'effet de prendre connaissance du compte rendu de gestion de la gérance et du rapport écrit sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé. Elle statue sur cette reddition de compte, approuve ou redresse les comptes et décide l'affectation et la répartition des bénéfices,
2. Elle nomme et remplace les gérants ou renouvelle les mandats.

Elle délibère sur toutes questions inscrites à l'ordre du jour, qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital.

ARTICLE 22 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1. L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts toutes modifications qu'elle jugera utiles, sans exception ni réserve.

Elle est notamment compétente pour décider :

- l'augmentation ou la réduction du capital,
- la prorogation ou la dissolution anticipée de la société,
- la transformation de la société ou sa fusion avec d'autres sociétés,
- la modification de la répartition des bénéfices.

2. Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant les deux tiers au moins du capital social. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 01 Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société jusqu'au 31 décembre.

ARTICLE 24 - COMPTES SOCIAUX

1. Il est tenu au siège social une comptabilité régulière.
2. En outre, à la clôture de chaque exercice social, il est dressé par la gérance un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Ces documents accompagnés d'un rapport de la gérance sur l'activité de la société doivent être soumis aux associés dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

1. Les produits nets de l'exercice, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques, constituent le bénéfice.
2. Ce bénéfice est distribué entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Toutefois, l'assemblée générale ordinaire peut décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau, en tout ou partie.

ARTICLE 26 - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

1. A l'expiration ou en cas de dissolution anticipée de la société, l'assemblée générale extraordinaire nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.
2. Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale régulièrement constituée se continuent pour tout ce qui concerne la liquidation ; l'assemblée générale a, notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.
3. Le produit de la réalisation de l'actif sera employé à l'extinction du passif de la société envers les tiers. Les associés seront ensuite remboursés du montant de leurs apports respectifs. Le solde sera réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

ARTICLE 27 – CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever entre les associés ou entre la société et les associés, relativement aux affaires sociales, pendant le cours de la société et de sa liquidation, seront soumises à la juridiction compétente suivant les règles du droit commun.

ARTICLE 28 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION

1. La société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.
2. Les associés donnent tous pouvoirs à Monsieur Patrice Foliard à l'effet d'accomplir pour le compte de la société les actes suivants :

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera reprise de ces actes et des engagements qui en résulteront par la société.

ARTICLE 29 - PUBLICITE - POUVOIRS

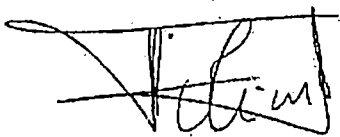
Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prévues par la loi.

Fait à BAUGÉ

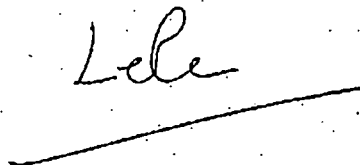
En l'an deux mille cinq

Le deux août et le dix-neuf septembre

Patrice FOLIARD



Pascal LELEU



En QUATRE exemplaires, savoir UN pour l'enregistrement, DEUX pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce de SAUMUR et UN pour la société.